

*Services de garde d'enfants—Loi*

seulement 2,3 milliards de dollars seront consacrés à la création de nouvelles places et à l'aide aux familles qui en ont besoin pour faire garder leurs enfants. Comment va-t-on redresser la situation? Pour remonter dans le temps et refaire tout cela de fond en comble, le prochain gouvernement devra y consacrer beaucoup de temps et d'énergie.

Quand j'examine les faits, je m'interroge; nous avons l'étude de Katie Cooke, la Chambre des communes en discute depuis deux ans, comment a-t-on pu aboutir à un tel gâchis, comment peut-on être tellement à côté de la plaque? Pourquoi avoir mis sur pied un système à la Rube Goldberg? Il s'agit indiscutablement de la principale préoccupation de la majorité des familles canadiennes et le gouvernement actuel manque totalement le bateau.

J'ai entendu la représentante de Calgary-Sud se réjouir parce que, après bien des pressions, le gouvernement avait maintenant augmenté le crédit d'impôt pour enfants. Ce crédit se chiffre maintenant à 759 \$ pour les citoyens à faibles revenus. Savez-vous combien coûte en moyenne une place dans une garderie, même dans celles qui sont subventionnées? De 450 \$ à 900 \$ par mois. Cette somme peut peut-être payer un mois de garderie à votre enfant. Il faut comparer cela à la prestation du service, dont le coût peut varier en fonction du revenu. Voilà la véritable question. Dans quelle mesure dilapide-t-on les ressources en procédant de cette façon au lieu de s'assurer que les places existent? D'ailleurs, cela ne représente pas une augmentation de 4 p. 100 par année. Il faut aussi s'assurer que le programme est adapté au revenu de sorte qu'il soit possible d'en surveiller l'application et de le bien gérer. Voilà ce que demandent les familles à faible revenu et les familles monoparentales de ma circonscription. Voilà ce qu'elles veulent.

Quant aux familles à revenu moyen, elles veulent aussi des places de garderie. Pour profiter d'un bon système de garde satisfaisant à de bonnes normes, encadré par un programme qui reconnaisse l'importance d'un personnel et d'installations de qualité, elles sont disposées à payer le prix qu'il faut. Et pourtant, ces deux critères ont été omis dans le programme. Ils n'y figurent pas.

Personne ici ne conteste la nécessité d'établir un nouveau programme de garderie. Le problème, c'est que le programme proposé n'est pas approprié. Il est fort loin de résoudre le problème qui assaille presque toutes les familles.

J'ai parlé de l'enquête sur la famille menée dans le sud de Winnipeg, et dit que près de 10 000 personnes y avaient répondu. Ce n'était pas une enquête purement statistique. Elle a été effectuée au moyen d'entrevues réalisées à domicile et auprès de groupes communautaires. Quelque 300 ou 400 personnes ont consacré bénévolement leur temps à ce programme pendant plus d'une année. J'ai eu l'occasion de prendre part à plusieurs de leurs réunions et de rencontrer les parents et les porte-parole des organismes convoqués.

Si seulement les autres députés avaient connu une expérience semblable, ils comprendraient que cette question n'a rien d'abstrait et qu'elle ne se prête pas à des querelles partisanes. Ces préoccupations sont on ne peut plus réelles et fondamentales. Rien n'est plus profond et plus attendrissant que l'amour des parents pour leurs enfants, et que la demande, exprimée avec insistance et empressement, pour qu'on leur fournisse un peu de soutien.

● (1750)

La déception que suscite ce programme est vive, monsieur le Président. Il va plus loin que la simple prestation de garderies. Si on me laissait carte blanche, je pense—je ne suis pas le critique de mon parti—je changerais toute la structure du programme concernant les familles. Lorsqu'on lit les autres études, on constate qu'il y a un besoin urgent d'aider les enfants laissés sans surveillance et les adolescents sans foyer.

Dans ma circonscription, d'après l'organisme de services aux familles de Winnipeg-sud, il y a 1 200 adolescents qui sont ce qu'on appelle les enfants de la bohème et qui pour toutes sortes de raisons ont quitté leur famille à l'âge de 14 ou 15 ans et vivent avec des amis ou traînent dans les rues. Nous comptons près de 800 à 900 enfants sans foyer au centre-ville de Winnipeg. Je ne veux pas faire de mélodrame, monsieur le Président, mais il y a une crise en ce qui concerne ces problèmes familiaux, qu'il s'agisse de logements, d'un appui approprié ou de conseils. Au troisième rang des priorités viennent les services de consultation psychologique. De nombreuses familles ont besoin de parler à quelqu'un pour tenter de régler les problèmes qu'elles connaissent avec leurs enfants ou leurs parents âgés. Les gens qui tentent de régler ce genre de problèmes vivent souvent une période difficile sur le plan émotif. Les gens délaissent l'église. Cela m'attriste, mais c'est comme ça. De nos jours, dans la société urbaine et rurale, les gens ne trouvent plus de soutien.

Nous nous apercevons qu'il arrive parfois que les services de soutien familial offerts par les gouvernements ne s'adressent pas aux bonnes personnes. Il y a quelques semaines, je discutais avec une famille de ma circonscription qui s'était rendu compte qu'un de ses enfants souffrait de troubles d'apprentissage. Cette famille moyenne ne connaissait personne à qui elle pouvait s'adresser, personne qui pouvait l'aider à surmonter les troubles d'apprentissage de son enfant. Les parents devront attendre que leur enfant aille à l'école publique pour obtenir de l'aide, mais il sera peut-être trop tard. Ils m'ont dit que les allocations familiales n'étaient pas suffisantes pour faire face à la situation et qu'ils ne pouvaient pas bénéficier de l'assistance sociale. Personne ne pouvait les aider et le retard de leur enfant s'aggravait tous les jours. Ils devront donc se sacrifier. Ils vendront peut-être la voiture ou la maison familiale pour lui faire suivre le programme de réadaptation dont il a besoin. Nous devrions revoir notre conception de la famille et nos programmes de soutien du revenu pour que les familles puissent appliquer les ressources à leurs besoins les plus pressants en cas de crise. Nous devons assouplir le système.

Malheureusement, le programme qui nous est soumis ne fera qu'aggraver le problème au lieu de le résoudre. Il complique encore plus le labyrinthe bureaucratique au lieu d'aider les familles à répondre à leurs besoins. Je ne dis pas que l'État doit assumer seul toute la responsabilité. Au contraire, dans notre politique sur les garderies, nous reconnaissons qu'elle revient surtout aux parents appuyés par leurs gouvernements et le secteur privé. Notre politique repose sur le principe du partage des responsabilités qui permet d'employer toutes les ressources.

Il y a quelques années, des gens ont pris l'initiative d'ouvrir une garderie pour les familles des députés, des secrétaires, des